

VOTE DU BUDGET

Comme vous le savez, les grandes lignes politiques et les grands axes de développement, d'investissements et de gestion de notre collectivité avaient été clairement annoncés au début de notre mandature. Les stratégies et grandes orientations avaient, elles aussi, été définies jusqu'en 2020.

Mais tout ceci l'avait été en tenant compte d'abord du chiffrage précis de nos dépenses mais aussi de nos recettes. Et si nos dépenses sont scrupuleusement respectées à la lettre, je dirai même à l'euro près, nos recettes connaissent une attaque en règle, jamais connue depuis plusieurs décennies. Si celles provenant de la vente de nos propres biens sont respectées, celles provenant de l'Etat sont en chute libre et montrent, à l'évidence, son inadmissible défaillance.

Début 2014, l'Etat annonçait une baisse des dotations pour 2014 que nous avons intégrée dans notre budget et palliée par une baisse conséquente de nos dépenses à caractère général mais il annonçait ensuite un gel des dotations.

Or, le gouvernement est revenu sur sa parole et l'ensemble des maires ont été mis devant le fait accompli APRES les élections. En octobre 2014, la loi de finances annonçait en effet une deuxième baisse des dotations et, en plus, des augmentations de charges considérables.

Alors, on peut toujours me reprocher d'avoir pris l'engagement de ne pas augmenter les impôts, mais quand l'arbitre change les règles du jeu en plein match, il y a une malhonnêteté du gouvernement qu'il faut dénoncer.

Malgré tout, nous avons voté l'an dernier un budget sans hausse des taux, en maintenant les prestations, sans emprunt alors même que les décisions de l'Etat avaient déjà entraîné une baisse des recettes de 1 800 000€.

Cette année, il faut rajouter 1 730 000€ (donc 3 500 000 avec les 1 800 000 de pertes sèches de l'an dernier), correspondant à 1 129 000€ de baisse des dotations et 601 000 de hausses de charges imposées. Si on ajoute le coût des rythmes scolaires, pour la première fois en année pleine de 500 000€, on peut même dire que le manque à gagner pour la ville est de 2 200 000€.

C'est un total de plus de 3,5 millions d'euros que notre collectivité doit supporter sur cette période de 2 ans, l'équivalent de 15% d'augmentation des taux d'imposition, du jamais vu !

Un point d'impôts représente 240 000€, donc 5,9% d'augmentation, cela fait 1 416 000€. On voit tout de suite que cela ne couvre pas les 1 700 000 de pertes et que donc, la ville a encore réalisé des économies sur son fonctionnement pour un montant de 300 000€ afin de compenser le désengagement sans précédent de l'Etat.

En fait, quand le gouvernement dit qu'il cesse d'augmenter les impôts des Français, non seulement il ment une fois de plus mais encore il fait payer aux maires le prix de sa propre lâcheté en leur faisant prendre à sa place les décisions qu'il n'a pas le courage de prendre.

On demande aux collectivités d'éponger à sa place les déficits de l'Etat puisque nos budgets, contrairement à celui de l'Etat, ont l'obligation d'être présentés en équilibre.

Et le plus terrible dans ces décisions irresponsables de la part du Gouvernement, c'est que cela touche toutes les collectivités, qu'elles soient riches ou pauvres, à fort ou faible potentiel fiscal comme Villiers.

Ce qui veut dire qu'en plus des charges incompressibles de gestion des populations en très grandes difficultés qui ne cessent d'augmenter, l'Etat est toujours démissionnaire et reporte ses missions régaliennes sur les collectivités. On nous en remet une couche en diminuant, une fois de plus, et d'une manière violente, les quelques dotations que nous recevions auparavant. Ce que beaucoup de Maires appellent le "racket" de l'Etat, tourne à l'assassinat programmé des villes pauvres de notre pays. Même le 1^{er} ministre qui avait appelé à ce que son Ministre des finances puisse articuler ces baisses et ces augmentations de charges d'une manière plus équitable et plus juste, s'est vu renvoyer dans ses buts par son propre ministre qui lui a répondu que tout le monde devait être à la même enseigne.

Et ils se disent socialistes !

En mettant les collectivités dans cette situation, l'Etat reporte sur ces dernières son incompétence, son manque de décisions et sa mauvaise gestion des deniers publics ainsi que son absence de réformes plusieurs fois dénoncées par l'Union européenne.

Il est vrai que c'est plus facile et ça permet aussi d'effacer ses revers électoraux car les habitants reportent évidemment leur colère sur les Maires et non sur le Président de la République ou son Gouvernement, tactique perverse mais efficace.

80% des communes augmentent leurs impôts. Soit en une fois comme Villiers, comme 30% d'entre elles, soit en deux fois pour 70% de ces dernières. Hausses qui vont de 2 à 27%.

Dans le Val-de-Marne, de nombreuses communes du département ont elles aussi fait le choix d'une hausse de l'impôt :

Vincennes, Le Perreux, Fontenay, Nogent, Marolles, Ivry, Saint Maurice, des villes qui ont par ailleurs un potentiel fiscal et financier beaucoup plus important que celui de Villiers.

Certaines qui sont en communauté d'agglomération n'augmentent pas la part ville, mais reportent l'augmentation sur les taxes communautaires, ce qui revient, en fait, au même pour le contribuable. Tous les Maires de toutes tendances politiques sont aujourd'hui dans la même situation.

Ils ont tous promis pendant leurs campagnes électorales le maintien des taux mais ils ont tous été abusés, dupés et donc contraints d'augmenter leur fiscalité locale pour boucler leur budget.

L'article paru ce matin dans le Parisien est scandaleux et malhonnête à plus d'un titre.

En effet, j'ai eu longuement la journaliste au téléphone, je lui ai donné tous les arguments, notamment ceux énoncés ci-dessus et il n'en ressort rien.

Une fois de plus on cherche à faire du sensationnalisme sans chercher à expliquer la situation de manière objective, en faisant la part belle à des groupuscules extrémistes sans doute plus vendeurs en terme d'images. Ce genre d'article pourrait être reproduit à l'infini, sur toutes les communes qui augmentent leurs impôts.

Mais les journalistes sont en mal de scoop, de reconnaissance et ont du mal à tirer les leçons de leurs excès et de leurs débordements en continuant à faire la leçon comme si de rien n'était.

Toutes proportions gardées car les causes et les conséquences ne sont heureusement pas les mêmes, aucune leçon n'a été tirée du suicide de l'ancien maire de Tours. Je le répète, il ne s'agit pas de comparer les choses mais le mécanisme reste le même : d'un côté un journal qui annonce des informations et les interprète à sa façon de manière péremptoire et quasi unilatérale, de l'autre des élus qui ne sont pas en mesure de se justifier ; il suffit d'allumer la mèche pour que l'incendie se propage, sans conséquence pour leurs auteurs, bien protégés derrière leur bureau mais désastreuses pour les élus qui font le maximum, 60 à 70h par semaine pour défendre leurs communes et se battre contre des administrations et un Etat qui refusent de les entendre.

Il serait peut-être temps de s'interroger sur les ressorts du traitement médiatique.

Mais il vaut mieux, pour les journalistes, lyncher les politiques qu'un Gouvernement qui ne cesse de les aider en leur attribuant des dégrèvements scandaleux qui les favorisent par rapport au contribuable lambda qui reste la vache à lait bonne à payer.

Enfin, en conclusion, qui peut croire que décider d'une hausse des impôts se fait de gaieté de cœur ?

Les donneurs de leçons cités dans le Parisien n'ont aucune connaissance de ce qu'est un budget municipal, se livrent à une démagogie trop facile, sans risque et pourtant, ils coûtent bien cher à la collectivité :

Je veux parler de ce groupuscule, responsable de la fermeture de la Note Bleue avec perte de ressources fiscales pour la ville et baisse de la fréquentation du cinéma, à l'origine de nombreux contentieux pour des recours souvent abusifs qui eux aussi engendrent des dépenses et enfin son Président actuellement mis en examen et qui passera en correctionnelle dans 2 mois.

Je veux aussi parler d'une ancienne élue en mal de reconnaissance et qui, contrairement à ce qu'elle prétend, n'a jamais été en désaccord avec la politique menée puisqu'elle a voté tous les budgets. Elle poursuivait simplement un but personnel, celui de devenir adjointe. Elle a eu l'outrance de postuler à ce poste alors même que Michel Bucher n'était même pas encore inhumé.

Mais, au-delà de ces sinistres individus et de leurs funestes projets, qui n'ont pour seul but que de détruire sans rien proposer, la majorité municipale travaille. Elle reste soudée autour d'un vrai projet pour notre ville, pour les Villiérains et les Villiéraines, pour les familles de notre commune, pour répondre à leurs préoccupations et à leurs besoins.

Malgré la défaillance de l'Etat nous lancerons tout de même cette année et début 2016 quatre nouvelles réalisations qui traceront concrètement l'avenir de nos nouvelles générations.

La première sera celle de notre nouvelle crèche dans le nouveau parc Leclerc en face de la future résidence service pour nos personnes âgées. Nous poursuivons ainsi notre politique intergénérationnelle déjà ancrée depuis plusieurs années. Cette nouvelle crèche, fruit d'une négociation sans faille avec nos partenaires ne coûtera pas un centime d'investissement pour les contribuables Villiérains. Elle accueillera une trentaine de berceaux. Ni l'Etat, ni le Conseil Général ne nous aideront et comme d'habitude, nous nous débrouillerons seul. Mais grâce à l'aide des principales entreprises de la ville, un partenariat gagnant-gagnant, pour ces dernières, pour la collectivité, pour nos familles et bien sûr pour les enfants qui y seront accueillis.

La deuxième sera la nouvelle résidence étudiante qui viendra compléter les deux autres déjà occupées et qui accueillent bon nombre de nos jeunes étudiants. Un espace cyber-café y sera développé et accueillera tous les étudiants de Villiers qui se retrouveront dans cet espace pour échanger et partager un moment de convivialité.

La troisième sera la 4^e école que nous reconstruirons dans le quartier des Hautes Noues et qui viendra

compléter les 3 autres écoles nouvellement érigées dans le quartier. De vraies écoles en dur, construites avec des matériaux écologiques qui rendront cette nouvelle maternelle aussi agréable et accueillante que les 3 autres établissements. Grâce à la norme BBC, elle permettra de réduire considérablement les coûts de fonctionnement pour la collectivité et un confort absolu pour nos tous petits.

La quatrième et dernière sera le parc de Friedberg, 6^e parc réalisé par la ville, véritable espace de détente et de jeux pour près de 2 500 enfants de l'ensemble des 5 quartiers des Noues, du Cottage, des Logirex, des Logirep et des stades.

Quant à la très belle propriété MICHOT, nous signerons la promesse de vente le mois prochain pour une signature définitive début janvier 2016. Autre nouveau grand parc de plus d'un hectare avec une superbe bâtisse du 18^e siècle. Ouvert au public, il sera ainsi consacré le mercredi aux centres de loisirs. Les constructions de la résidence service des raisins bleus devraient démarrer aussi le mois prochain pour une livraison fin 2016/début 2017.

En plus de ces 5 grandes réalisations, la ville poursuivra son plan de rénovation de voirie et d'assainissement pour 1 800 000€ et bien sûr l'entretien de tous nos bâtiments communaux.

Les travaux du Grand Paris ont commencé. Des 4 premiers bâtiments, gare du Grand Paris, Gare d'interconnexion, poste de commandement, et site de remisage et d'entretien des rames c'est ce dernier qui sera lancé et qui sera bien sûr la colonne vertébrale de l'ensemble du dispositif. Les architectes travaillent sur le futur profil des deux gares, les modes de fonctionnement ayant déjà été validés ainsi que la 3^{ème} voie ferrée. Le combat que je menais pour l'évacuation des déblais a été gagné ; ces derniers seront véhiculés par rail et n'auront pas d'impact sur notre environnement. Cette crainte légitime que nous avons est donc derrière nous et je m'en réjouis. Les grandes lignes du projet d'ensemble du site seront présentées à la rentrée de septembre avec nos partenaires, EPAMARNE et la Société du Grand Paris. Cet immense projet pour lequel je me suis pleinement investi, avec les élus de nos 4 villes du CDT mais aussi l'ensemble des équipes techniques, tracera un avenir plus serein dès les années 2020-2025.

Car un Maire se doit aussi, avec sa majorité, de s'inscrire dans une vision d'avenir à long terme en préparant au présent les fondations.

Voilà pour les principales réalisations, et quelles réalisations, pour lesquelles je rappelle qu'aucun centime d'euro ne sera emprunté encore cette année, respectant ainsi nos engagements passés

Tout ceci était déjà programmé car à Villiers les objectifs sont tracés, le cap est fixé et nous respecterons nos engagements. Seul l'Etat est défaillant et ne soutient pas financièrement les collectivités. En les abandonnant il reporte sur elles les impôts qu'il envisageait de demander aux Français.